

« Le socialisme est mort. Le mot figure partout (...) mais il est vide de sens. Sauf quand il désigne une vaste famille d'Etats autoritaires. » Dès les trois premières phrases de « L'Après socialisme », le nouveau livre d'Alain Touraine, l'essentiel est dit, l'objectif de l'ouvrage est précisé.

Il affirme que « le socialisme a été achevé en septembre 77 » (rupture de l'union de la gauche), ce qu'il tente d'expliquer en affirmant que le socialisme est né de la Société industrielle. Or celle-ci disparaît sous nos yeux, selon Touraine, pour faire face à la « Société programmée », qui est créée par n'importe quel mode de développement, qu'il soit capitaliste ou socialiste.

De nouvelles formes de misère apparaissent : domination technocratique, perte d'identité du fait du poids de l'« idéologie de la normalité » : éloignement des centres de décision. Un nouveau mouvement social apparaît dans cette « société programmée », essentiellement constitué du mouvement des femmes, de celui de la contestation régionaliste et de celui des luttes antinucléaires.

Dès lors, selon Touraine, nous entrons dans « l'après socialisme » : « il faut maintenant s'occuper de l'essentiel, la formation de nouveaux mouvements sociaux qui attaquent la technocratie, nouvelle classe dirigeante, et proposent en particulier un autre mode d'utilisation sociale de la connaissance, qui est devenue la principale force de production ».

Dans l'immédiat, Touraine se déclare partisan d'un « scénario Rocard », « sans référence idéologique particulière », « ouvert à l'égard des mouvements sociaux », « considérant l'économie comme un ensemble de contraintes difficiles à surmonter », « réduisant le rôle du parti à celui d'agent politique intermédiaire ».

Touraine se présente ainsi en aile marchante et pensante du courant Rocard. Il est donc tout à fait intéressant d'analyser ce livre.

Le *Matin de Paris* a ouvert, sous le titre « Faut-il brûler le socialisme » une grande enquête sur le livre de Touraine, à laquelle ont participé, depuis le 23 juin, en particulier, Chevènement, Mauroy, Attali, Martinet, Ellenstein, Stoleru, Brice Lalonde,...

Notre camarade Pierre Bauby a fait parvenir au *Matin de Paris* l'analyse cidessous du livre de Touraine, dont de larges extraits sont parus dans le numéro du *Matin* du 5 juillet.

Les « oublis » d'Alain Touraine

par Pierre Bauby

« La France est entrée en septembre 1977 dans l'après-socialisme ». Telle est la toile de fond du livre d'Alain Touraine et de sa conclusion principale : « le socialisme est mort, il appartient au passé ».

Touraine étaye son affirmation sur une critique précise des stratégies du P.S. et du P.C.F., du programme commun, des nationalisations. Citons, en particulier, ces points de vue pertinents : « la logique du programme commun n'était-elle pas au fond d'accélérer la formation d'une nouvelle élite dirigeante, pressée de renforcer le pouvoir d'Etat et le sien propre » ; « la nationalisation par elle-même ne modifie en rien les rapports de classes » ; « les rédacteurs des parties principales du récent projet socialiste évoquent avec force les luttes ouvrières contre le capitalisme mais n'en sont pas moins en fait les idéologues arrogants d'une classe dirigeante montante, en marche vers le pouvoir et impatient d'y parvenir ».

Il serait tentant, ici, de reprocher à Touraine une prise de conscience bien tardive de la stratégie des deux grands partis de gauche et de leur programme commun, lui qui écrivait, en 1977, qu'il fallait « renforcer l'Union de la Gauche » (1).

Les Marxistes-léninistes semblaient à contre-courant quand, dès la signature du programme commun, ils annonçaient l'inéluctable échec de la fausse unité P.C.F.-P.S., dénonçaient la stratégie électorale, montraient en quoi le programme commun ne conduisait pas au socialisme, mais à une perpétuation du système capitaliste.

Oui, l'échec de 1978 était inscrit dans les faits, dans les stratégies du P.C.F. et du P.S. Mais il n'est l'échec d'une tentative de renforcer le capitalisme d'Etat et certainement pas celui du socialisme lui-même, qui n'a jamais été l'enjeu réel du programme commun. Les affirmations répétées d'Alain Touraine, sans la moindre démonstration, ne suffisent pas à prouver la mort du socialisme.

Une société fondamentalement capitaliste

S'il serait absurde de nier l'évolution de la société, le développement de l'informatique et de la technocratie, la place du mouvement des femmes, des mouvements régionaux ou écologistes, les affirmations péremptoires de Touraine sur l'apparition d'une « société programmée » et son développement inéluctable révèlent une profonde méconnaissance de la réalité du capitalisme aujourd'hui.

Comment peut-on écrire, sans sourcilier, que « ce n'est plus dans le travail que se situent les rapports de classe centraux », que « l'informatique transforme la culture », que « la connaissance est devenue la principale force de production », que « la technocratie est la nouvelle classe dirigeante » ?

Touraine prend ses désirs pour la réalité. Mais cette réalité est bien diffé-

rente non seulement pour la classe ouvrière (qu'il ne fait que citer au passage), comme pour l'ensemble du peuple : aujourd'hui tout autant qu'hier, la société capitaliste est fondée sur l'exploitation de l'homme par l'homme, sur la recherche du profit maximum, sur le pillage des pays et peuples du Tiers Monde.

La politique du gouvernement et du patronat ne peut se réduire, selon l'expression de Touraine, à un « capitalisme qui demeure brutal ». C'est l'attaque forcenée contre les travailleurs et leurs droits, dans tous les domaines — économiques, sociaux, culturels, démocratiques —. Et ce n'est pas « une bataille purement défensive » de Giscard-Barre-Ceyrac, mais, au contraire, une rentabilisation accrue, un renforcement de l'exploitation capitaliste sur la grande masse de la population.

Il n'est d'autre débouché réel des mouvements de femmes, régionaux ou écologistes, que de s'en prendre au système capitaliste lui-même et certainement pas uniquement, ni principalement, l'affirmation de Touraine selon laquelle « c'est la capacité de communiquer, d'entrer en relation avec les autres qui commande le succès individuel ou collectif ».

Même si Touraine n'ose pas nier que la « société programmée » reste capitaliste, l'ensemble de son ouvrage repose sur un premier « oubli » celui de l'exploitation de l'homme par l'homme, qui rend justement nécessaire le socialisme.

Une société impérialiste

Le second « oubli » de Touraine, c'est la quasi-absence, dans son ouvrage, du caractère impérialiste de la société française, des rapports de domination et d'oppression que la bourgeoisie exerce sur les pays et peuples du Tiers Monde, qu'il s'agisse des soi-disant DOM-TOM, de la zone d'influence française en Afrique, ou de l'exploitation féroce, en France même, des travailleurs immigrés (qu'il passe complètement sous silence).

Le livre d'Alain Touraine est marqué par le même chauvinisme impérialiste dont est fortement marqué le mouvement ouvrier français. Alors que le Tiers Monde représente aujourd'hui la force motrice de la révolution mondiale, il écrit que « les nouveaux Etats du Tiers Monde s'éloignent, le plus souvent très brutalement, des poussées populaires nationalistes et révolutionnaires ».

De la même façon, il fait l'impasse complète sur la situation mondiale qui se caractérise par une rivalité grandissante des U.S.A. et de l'U.R.S.S. pour l'hégémonie mondiale, sur les risques de guerre grandissants que cette rivalité entraîne. Qu'entend donc Touraine par une phrase comme « l'Etat doit assurer la paix et préparer l'avenir » ? Nulle trace, en tout

cas, de la nécessité de rompre avec le caractère impérialiste de la France, qui fonde, lui aussi, la nécessité du socialisme.

Le socialisme plus que jamais d'actualité

Non, le socialisme n'est pas mort. Ce qui meurt, ce sont les stratégies du P.C.F. et du P.S. (que ce soit celle de Mitterrand, de Chevènement ou de Rocard, que Touraine semble proposer comme seule issue), qui mènent les travailleurs à l'impasse.

Pour libérer la classe ouvrière et l'ensemble du peuple de l'exploitation capitaliste, pour rompre avec l'oppression impérialiste du Tiers Monde, il n'est d'autre solution, n'en déplaise à Touraine, que le socialisme.

Certes, pas celui de l'U.R.S.S. et des pays de l'Est, qu'il condamne à juste titre, tant sur le plan intérieur qu'international : « l'Union soviétique est de plus en plus entraînée dans son rôle de grande puissance, qui la conduit à pousser ses avantages dans le Tiers Monde et en Asie » (il n'en sous-estime pas moins le caractère impérialiste de l'U.R.S.S. et sa course à l'hégémonie mondiale quand il écrit « qu'elle est impuissante à empêcher la réincorporation progressive d'une partie des démocraties populaires à l'Occident »).

Mais pourquoi donc assimiler le socialisme à son contraire, tel qu'il existe en U.R.S.S. aujourd'hui ? Une France socialiste, indépendante, solidaire du Tiers Monde, tenant compte des traditions démocratiques existant en France, mais rompant avec l'exploitation de l'homme par l'homme et avec les rapports de domination sur le Tiers Monde, est plus que jamais d'actualité. Ce socialisme doit abolir la propriété privée des moyens de production, transformer les rapports de production en profondeur. Cela rendra possible de mettre fin à l'anarchie capitaliste (qui n'a rien de « programmée »), de lutter efficacement contre le chômage, l'inflation, de promouvoir une production qui réponde aux besoins du peuple de France, comme à ceux de la révolution mondiale.

Bien sûr, il reste à approfondir le contenu de ce socialisme adapté à la réalité de la société française et nous sommes prêts à participer au débat largement avec tous ceux qui veulent préciser ce qu'implique le socialisme pour la France.

Mais cela nécessite de réfuter pied à pied les conceptions et affirmations de ceux qui, tel Touraine, condamnent le socialisme sous le coup de leur déception de 1978.

Alors, faut-il brûler le socialisme ou le livre de Touraine ? Ni l'un, ni l'autre. Car ce livre ne mérite ni cet excès d'honneur, ni cette indignité.

Alain Touraine
L'APRÈS
socialisme